PRISTINA, KOSOVO 15-18 MAY 2025



RESOLUTIONS - RESOLUCIÓNES - RÉSOLUTIONS - RESOLUÇÕES

UNE SEULE RÉSOLUTION PAR FEUILLE! | UNE SEULE RÉSOLUTION PAR FEUILLE! UNE SEULE RÉSOLUTION PAR FEUILLE! | APENAS UMA RESOLUÇÃO POR FOLHA!

TITLE/ TITULO/ TITRE/TÍTULO :	Data Centers y crisis hídrica en latinoamérica / Les centres de données et la crise de l'eau en Amérique latine
ORGANISATION/ ORGANIZACIÓN/ ORGANISATION/ORGANIZAÇÃO :	Juventud Socialista de Chile / Socialist Youth of Chile / Jeunesse Socialiste du Chili
COUNTRY/ PAÍS/ PAYS/PAÍS :	Chili

Le processus d'implantation de centres de données dans les territoires latino-américains est une stratégie qui externalise le coût environnemental élevé inhérent à l'infrastructure numérique. Ce processus, déguisé en modernisation et en progrès, conduit à zones sacrificiales où se concentrent les impacts socio-environnementaux négatifs, tout en exacerbant la fausse dichotomie entre la protection de l'environnement et la croissance économique.

Ces centres de données, loin d'être inoffensifs, constituent une menace directe pour le droit essentiel à l'eau de tout être vivant. Un exemple en est donné dans la ville de Cerrillos au Chili, où Google a prévu de consommer 7 milliards de litres d'eau par an, soit l'équivalent de la consommation annuelle des 80 000 habitants de la commune. Une situation similaire se produit un peu plus au nord, dans la province de Limarí, au Chili, où la sécheresse touche la région et où près de 190 000 habitants dépendent des camionsciternes pour approvisionner les communautés locales en eau. De l'autre côté de l'Atlantique, la situation ne s'améliore pas, puisque Google a également planifié un centre de données en Uruguay qui nécessiterait plus de 7 millions de litres d'eau potable par jour pour maintenir le refroidissement, au milieu d'une crise de l'eau sans précédent. Ces chiffres sont une preuve supplémentaire de la nature du développement technologique axé sur le marché plutôt que sur le bien-être humain.

Le droit à l'eau est menacé par l'installation de centres de données dans des zones déjà touchées par la pénurie d'eau, mettant en danger la vie et la santé de milliers de personnes. Au Mexique, des chercheurs de l'Université nationale autonome du Mexique ont mis en évidence la diminution alarmante de la disponibilité de l'eau dans le pays, la quantité d'eau par habitant passant de 191 mètres cubes en 2005 à 139 en 2025. Les

PRISTINA, KOSOVO 15-18 MAY 2025



L'arrivée des centres de données ne fait qu'intensifier ce problème, en détournant des ressources en eau essentielles à la consommation humaine pour refroidir les serveurs.

D'ici la fin de 2024, le nombre de centres de données dans la région latino-américaine de plus de 180 au Brésil, 172 au Mexique, plus de 50 au Chili, suivis par la Colombie, l'Argentine, le Pérou et le Panama avec entre 25 et 40 centres de données par pays. En calculant approximativement que 500 centres de données consomment 7 millions de litres d'eau par , on peut estimer que la consommation d'eau est équivalente à celle de 'ensemble de la population argentine (45 millions, recensement 2023).

Face à ce problème :

- Nous demandons une législation environnementale plus forte qui protège les cultures locales, un développement humain en harmonie avec la nature, et le renforcement des institutions environnementales pour une fiscalation et une réglementation appropriées des projets privés, en particulier ceux qui utilisent de grandes quantités d'eau potable.
- Nous condamnons l'installation de centres de données dans des territoires soumis à un stress hydrique et nous encouragerons l'adoption d'une législation qui donne la priorité au droit humain à l'eau plutôt qu'aux intérêts privés.
- Nous défendons un développement technologique orienté vers le bien-être humain qui, dans le cas des centres de données, peut utiliser des systèmes de refroidissement sans utiliser d'eau.

La modernisation numérique ne doit pas reposer sur de nouvelles formes d'extractivisme, d'exploitation et d'impact sur l'environnement. Le bien-être des communautés et la souveraineté de l'eau doivent être au cœur de toute initiative technologique.

PRISTINA, KOSOVO 15-18 MAY 2025



[ENG]

La mise en place de centres de données en Amérique latine représente une stratégie qui externalise le coût environnemental élevé inhérent à l'infrastructure numérique. Ce processus, déguisé en modernisation et en progrès, sacralise les zones où se concentrent les impacts socio-environnementaux négatifs et renforce la fausse dichotomie entre la protection de l'environnement et la croissance économique.

Loin d'être inoffensifs, ces centres de données constituent une menace directe pour le droit fondamental à l'eau de tous les êtres vivants. Un exemple frappant est celui de la municipalité de Cerrillos, au Chili, où Google a prévu de consommer 7 milliards de litres d'eau par an, soit l'équivalent de la consommation annuelle des 80 000 habitants de la commune. Une situation similaire existe plus au nord, dans la province chilienne de Limarí, où la sécheresse a rendu près de 190 000 habitants dépendants des livraisons d'eau par camions-citernes. De l'autre côté de l'Atlantique, la situation n'est pas meilleure : Google a également proposé un centre de données en Uruguay nécessitant plus de 7 millions de litres d'eau potable par jour pour le refroidissement, au milieu d'une crise de l'eau sans précédent. Ces chiffres révèlent une fois de plus la véritable nature du développement technologique axé sur le marché, qui privilégie la croissance des entreprises au détriment du bien-être de l'homme.

Le droit à l'eau est gravement menacé par l'implantation de centres de données dans des régions souffrant déjà de pénurie d'eau, mettant en péril la vie et la santé de milliers de personnes. Au Mexique, des chercheurs de l'Université nationale autonome du Mexique ont identifié une diminution spectaculaire de la disponibilité de l'eau dans le pays - de 191 mètres cubes par habitant en 2005 à 139 mètres cubes en 2025. L'arrivée des centres de données ne fait qu'exacerber cette crise, en détournant des ressources en eau vitales de la consommation humaine pour refroidir les serveurs.

À la fin de l'année 2024, le nombre de centres de données en Amérique latine comprend plus de 180 au Brésil, 172 au Mexique, plus de 50 au Chili et entre 25 et 40 dans des pays comme la Colombie, l'Argentine, le Pérou et le Panama. Sur la base d'une moyenne approximative de 500 centres de données consommant chacun 7 millions de litres d'eau par an, la consommation totale d'eau pourrait être équivalente à celle de l'ensemble de la population argentine (45 millions d'habitants, recensement de 2023).

À la lumière de cette question :

- Nous exigeons une législation environnementale plus stricte qui protège les cultures locales, favorise un développement humain en harmonie avec la nature et renforce les institutions environnementales afin de contrôler et de réglementer efficacement les projets privés, en particulier ceux qui consomment de grandes quantités d'eau potable.
- Nous condamnons la construction de centres de données dans des territoires où l'eau est rare et nous plaiderons en faveur d'une législation qui donne la priorité au droit humain à l'eau sur le droit privé à l'eau.

VEUILLEZ NOTER QUE LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES RÉSOLUTIONS AU SECRÉTARIAT DE L'IUSY EST FIXÉE AU 14 AVRIL À

PRISTINA, KOSOVO 15-18 MAY 2025



intérêts.

• Nous appelons à un modèle de développement technologique orienté vers le bien-être humain, dans lequel les centres de données utilisent des systèmes de refroidissement sans eau.

La modernisation numérique ne doit pas reposer sur de nouvelles formes d'extractivisme, d'exploitation et de dégradation de l'environnement. Le bien-être des communautés et la souveraineté de l'eau doivent être au cœur de toute initiative technologique.